

RÉUSSIR L'INTERACTION ÉLUS-FONCTIONNAIRES AU BÉNÉFICE DES CITOYENS

Un atelier du groupe de travail réseau en loisir rural du Réseau des URLS et du Laboratoire en loisir et vie communautaire de l'université du Québec à Trois-Rivières

André Thibault Ph.D. professeur émérite

Mars 2024

LES RÉSULTATS RECHERCHÉS

Connaitre: lois et principes qui gouvernent la relation élus professionnels

Savoir gérer et vivre la réalité de tous les jours

- Rassembler les conditions de succès de cette interaction.
- Trouver des solutions aux problèmes rencontrés.
- Le cas du milieu rural: bilan et pistes

Identifier et développer les compétences requises chez les fonctionnaires et chez les élus.

- (F) Sens politique, éthique, transparence, rigueur..
- (E) Capacité de passer des « commandes » sur la base de résultats

ENJEUX ET ATTENTES



QUELQUES ENJEUX ACTUELS

Diversité accrue
des points de vue

Micro-gestion des
élus

**Manque de souplesse et
de réactivité des
professionnels**

**Présence active et
quotidienne des
réseaux sociaux**

**Peu d'outils
pour donner
une base aux
décisions**

LA BASE

Lois et principes

Section 1

PRINCIPES POUR RÉUSSIR LA RELATION.

Des relations orientées vers le service public et le bien commun.

- Le bien du citoyen et de la communauté toujours au centre des relations.

Règles incontournables:

- **1- La réciprocité** de l'un à l'autre
- **2- La complémentarité** des rôles propres: savoir ce que chacun apporte à l'autre.
- **3- La confiance**, non la compétition.
- **4- La coopération dans l'action.**
- **5- Le respect de la zone de chacun.**

QU'EN PENSENT LES ÉLUS ?

Denis Marion

Ex Maire de Massueville de 2005-2021

546 habitants

MRC de Pierre-de-Saurel en Montérégie

Budget 1,228270\$

Dette par 100\$ d'évaluation: 2,93\$
(comparables 1,10\$)



Lois et textes ministériels

CADRE LÉGAL ET RÔLES DE CHACUN



LE CONSEIL MUNICIPAL ET LES CONSEILLER(E)S.

Le conseil veille à la qualité de vie de sa communauté. Les élus doivent toujours prendre leurs décisions dans l'intérêt des citoyennes et citoyens qu'ils représentent et seulement lors des assemblées du conseil, sous forme de règlement ou de résolution.

Individuellement et en dehors des assemblées du conseil, les élus ne peuvent pas prendre de décisions au nom de la municipalité, sauf le maire ou la mairesse dans l'exercice de son pouvoir d'urgence.

LES PROFESSIONNELS

Les professionnels occupent, auprès des élus, une zone d'influence, non d'autorité.

La compétence professionnelle est la clé de la reconnaissance et de l'influence

- **Objectivité des faits, des enjeux et l'analyse des besoins dans la communauté**
- **Connaissance des meilleures pratiques**

Rôle des professionnels: Exécuter, analyser, prévoir, c

« C'EST DE NE PAS TOUT MÊLER. UN MAIRE DANS UNE VILLE, CE N'EST PAS LE DIRECTEUR GÉNÉRAL. C'EST QUAND LE MAIRE AVEC SES ÉLUS PREND DES DÉCISIONS PAR-DESSUS LA TÊTE DES FONCTIONNAIRES QUE ÇA FOUT LE BORDEL HABITUELLEMENT. » »

« Les fonctionnaires ne sont pas là juste pour exécuter, mais pour recommander des choses, faire des analyses, voir venir, pour te conseiller... Comme maire, comme élu, tu es là pour prendre des décisions au conseil municipal. Ce n'est pas toi qui fais le recrutement du personnel, qui accorde les contrats, etc. »



Jean-Paul L'Allier,
maire de Québec et
ministre du loisir

MAIRE: ART 142 CODE MUNICIPAL

Le chef du conseil exerce le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle sur les affaires et les officiers de la municipalité, voit spécialement à ce que les revenus de la municipalité soient perçus et dépensés suivant la loi, veille à l'accomplissement fidèle et impartial des règlements et des résolutions et communique au conseil les informations et les recommandations qu'il croit convenables dans l'intérêt de la municipalité ou des habitants de son territoire.

LES COMITÉS DU CONSEIL: ART.82

- Le conseil doit exercer directement les pouvoirs que lui donne le présent code; il ne peut les déléguer.
- Cependant il peut nommer des comités, composés d'autant de ses membres qu'il juge convenable, avec pouvoir d'examiner et étudier une question quelconque. Dans ce cas, les comités rendent compte de leurs travaux par des rapports signés par leur président ou la majorité de leurs membres; nul rapport de comité n'a d'effet avant d'avoir été adopté par le conseil à une séance ordinaire.

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE: ART. 212

1- Assure les communications entre le conseil, le comité administratif et les autres comités, d'une part, et les autres fonctionnaires et employés de la municipalité, d'autre part; à cette fin, a accès à tous les documents de la municipalité et peut obliger tout fonctionnaire ou employé à lui fournir tout document ou tout renseignement, sauf si celui-ci est, de l'avis du directeur du service de police, de nature à révéler le contenu d'un dossier concernant une enquête policière;

2° Aide le conseil, le comité administratif ou tout autre comité dans la préparation du budget

TEXTE MINISTÉRIEL ADRESSÉ AUX ÉLUS:
**RELATIONS ENTRE GESTIONNAIRES
ET CITOYENS**



Les gestionnaires municipaux sont en relation constante avec les membres du conseil. Toutefois, le directeur général est l'interlocuteur des élus dans leurs communications avec l'administration.

Dans l'exécution de ses tâches, chacun est appelé à jouer un rôle distinct. *Des tensions entre les élus et les gestionnaires surviennent parfois lorsque la répartition des responsabilités est imprécise. La clarification et le respect des champs de compétence favorisent un climat de collaboration. De manière générale, les gestionnaires se chargent d'appliquer les décisions prises par le conseil et agissent comme intermédiaires entre le conseil et la population.*



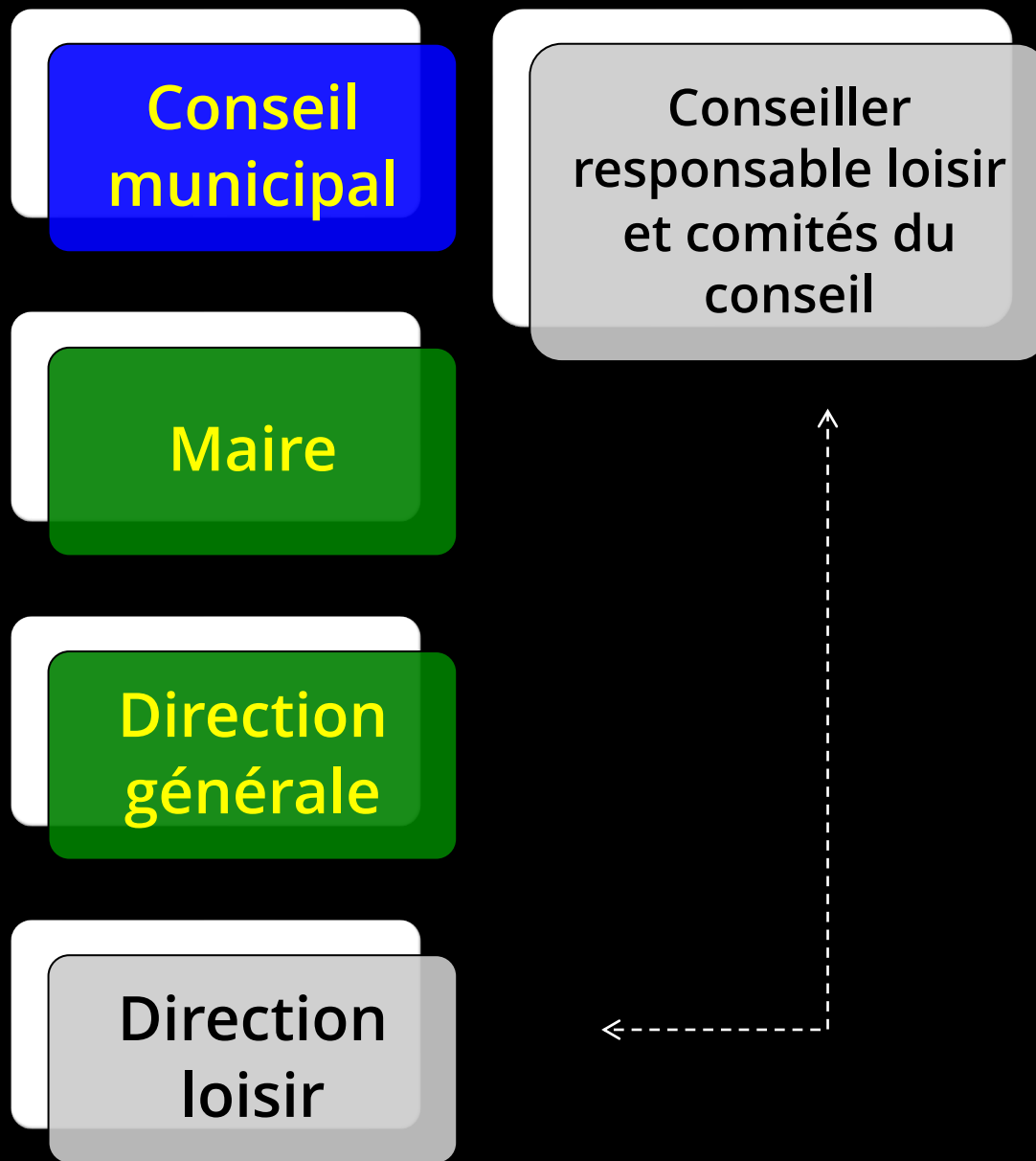
Les gestionnaires municipaux sont en contact quotidien avec la population de la municipalité.

- Leur rôle n'est pas seulement de s'assurer que les décisions du conseil sont respectées par les citoyens, mais aussi de favoriser la *communication entre la municipalité et les citoyens*.

À cette fin, les gestionnaires sont appelés à fournir de l'information et des conseils pertinents aux personnes qui s'adressent à eux. (*agents d'interaction avec les citoyens*)

- Ils doivent recevoir leurs commentaires et leurs plaintes sur les actions posées par la municipalité. Les gestionnaires doivent donc avoir une bonne capacité d'écoute, un sens de l'accueil, de la disponibilité et de la diplomatie.

LIGNE FORMELLE DE COMMUNICATION ET D'AUTORITÉ



À PARTIR DE LEUR EXPÉRIENCE ET DE LEUR COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE ET FONCTIONNAIRES...

proposent au conseil des politiques nouvelles ou des modifications aux politiques déjà adoptées

suggèrent diverses solutions en faisant ressortir les avantages et les inconvénients de chacune et en donnant toutes les informations nécessaires à une prise de décision en donnant toutes les informations nécessaires

Une fois une politique adoptées, il leur incombe de prendre toutes les décisions nécessaires à son application dans le respect rigoureux des intentions du conseil, quel que soit leur point de vue politique

LE CONSEIL ATTEND DES FONCTIONNAIRES QU'ILS

19

agissent dans l'intérêt de la municipalité,

informent régulièrement le conseil sur la situation administrative et financière de la municipalité,

signalent les besoins futurs de la municipalité et fassent les recommandations qu'ils jugent appropriées,

recommandent, le cas, échéant, l'adoption de politiques visant à assurer la santé, la sécurité, ou le bien-être de la collectivité ou, encore, à améliorer les services administratifs

s'assurent que les règlements et les résolutions du conseil soient rigoureusement appliquées,

donnent suite aux plaintes concernant l'administration ou la qualité des services publics.

LES FONCTIONNAIRES ATTENDENT DU CONSEIL QU'IL²⁰

leur témoigne sa confiance, manifeste leur solidarité et adopte une attitude d'ouverture ;

leur fournisse les instruments dont ils ont besoin;

précise la nature des tâches confiées et les modalités d'exécution;

évalue leur travail,

- *si une critique est nécessaire, qu'elle soit en privé, impersonnelle et préserve le climat de confiance;*

leur permette d'exprimer leur point de vue et respecte leurs opinions, même dans les situations controversées;

étudie attentivement recommandations et positions;

ne traite avec les employés qui relèvent du directeur-général que par l'intermédiaire ou en présence de ce dernier;

QUE DISENT LES ÉLUS ?

LES SERVICES MUNICIPAUX DE LOISIR : SIMPLES EXÉCUTANTS OU ACTEURS INFLUENTS SUR L'AGENDA POLITIQUE?

MARC-ANDRÉ LAVIGNE, DOCTORANT EN ADMINISTRATION PUBLIQUE (ÉNAP),
LABORATOIRE EN LOISIR ET VIE COMMUNAUTAIRE

Tableau 1
Provenance des problèmes retenant
l'attention des élus

	Indice ¹	E-type	N
Du service de loisir	4,06	0,70	295
Des citoyens	3,24	0,91	293
Des groupes d'intérêts	3,15	0,97	287
Une comparaison avec d'autres municipalités	2,63	0,88	290
Une situation de crise	2,32	1,07	282
Des résultats de recherche	2,17	0,93	273
De la publication des médias	2,16	0,88	280

VIVRE ET RÉUSSIR AU QUOTIDIEN

Lois et principes

Section 2

LES PISTES POUR SAVOIR ÊTRE ET SAVOIR AGIR ENSEMBLE

Le travail d'équipe est incontournable: pourquoi et comment ?

Assurer la réciprocité, la complémentarité et l'interdépendance.

Les enjeux dans la relation: ingérence et micro-gestion, attentes floues,

Quand rien ne fonctionne: savoir agir et être

LE TRAVAIL D'ÉQUIPE: PRINCIPES

Même objectif: la qualité de vie de la population

- Le programme politique et démocratiquement accepté.
- Les cibles propres au loisir véhiculées par les professionnels (nature et mission du loisir public)

Incontournable: travaillons pour la même organisation

- Connaitre la réalité et les textes officiels.
- Évitez les silos et l'indiscipline
- Utiliser et promouvoir la médiation du directeur général et de la mairesse

Quelques façons de faire,

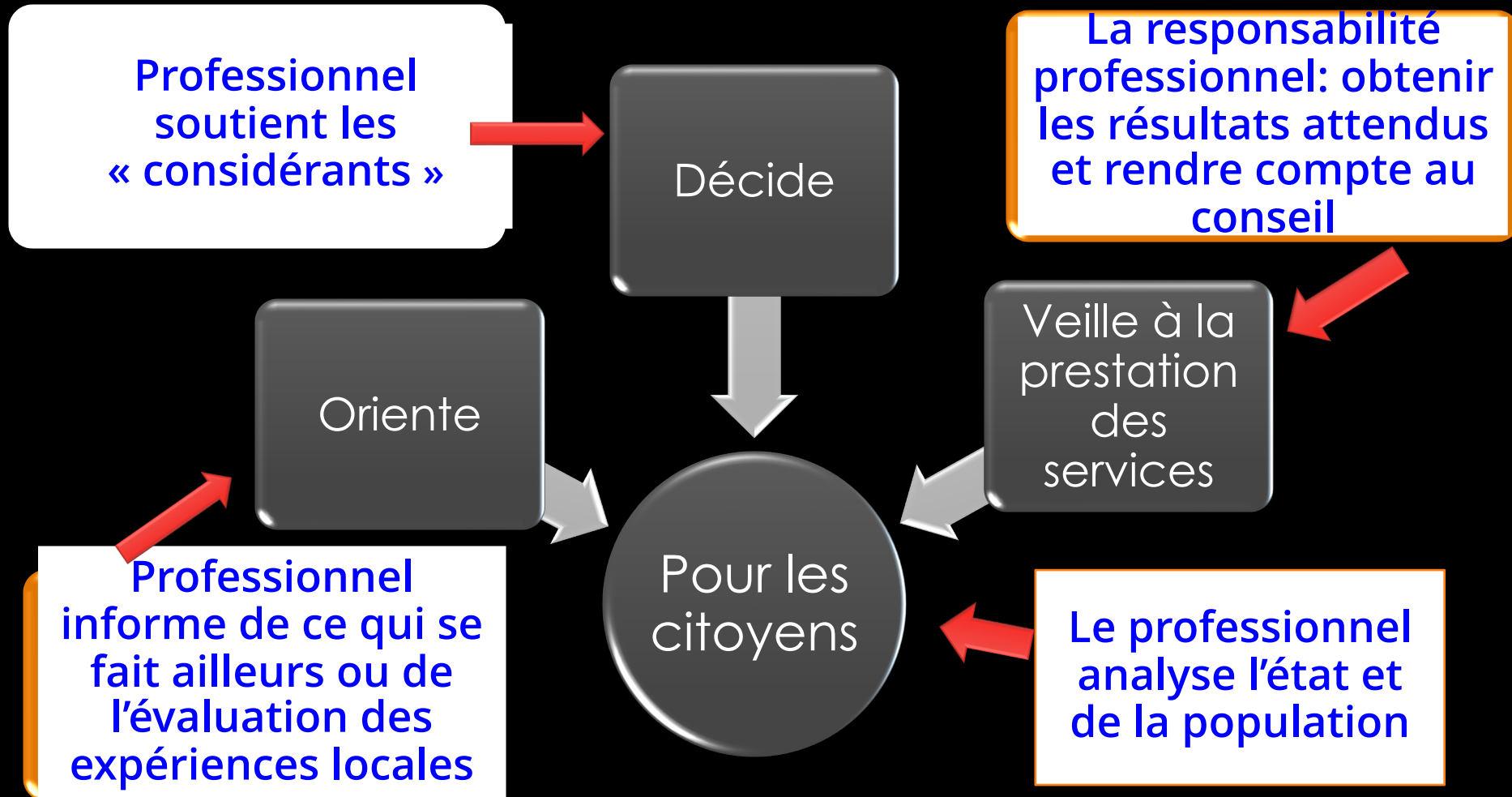
- Comités pléniers
- Comités et commissions municipales
- Flux d'information et processus décisionnel
- Gestion des médias sociaux (qui fait quoi?)

ASSURER LA RÉCIPROCITÉ ET LA COMPLÉMENTARITÉ DANS LE PROCESSUS DE DÉCISION

<i>Tâche</i>	1 Élu	2 Professionnels
Appréciation des besoins de la population	Reçoit des demandes Constata des besoins Perçoit le besoin d'agir	Analyse rigoureusement et pondère les besoins et informe les élus.
Mise à l'agenda	Sensibilisation et décision	Anime et suscite, recommande et documente
Identification des objectifs et des priorités	Décide en fonction des enjeux et des priorités	Recommande et documente
Identification des options Analyse de la pertinence des options	Prend connaissance des avis professionnels Participe à la démarche (visite, consultation, atelier)	Identifie et analyse toutes les dimensions des options et présente une analyse coûts/bénéfices de chacune des meilleures
Analyse financière	Reçoit l'avis de la Direction générale et l'analyse en fonction de ses priorités	Prépare une analyse de faisabilité financière et des solutions alternatives
Choix des options	Reçoit, débat et décide	Recommande et présente....
Mise en œuvre	Mandate	Mets en œuvre et prends toutes les décisions afférentes
Évaluation	Reçoit les recommandations	Évalue

ZONES DE COMPLÉMENTARITÉ ET DE RÉCIPROCITÉ DANS LE PROCESSUS MISE EN PLACE DE POLITIQUES PROGRAMMES ET SERVICES ?

LE RÔLE DU CONSEIL, QUI.....



ABORDER ENSEMBLE LES ENJEUX QUI MÈNENT À UNE DÉCISION ET UN PROGRAMME

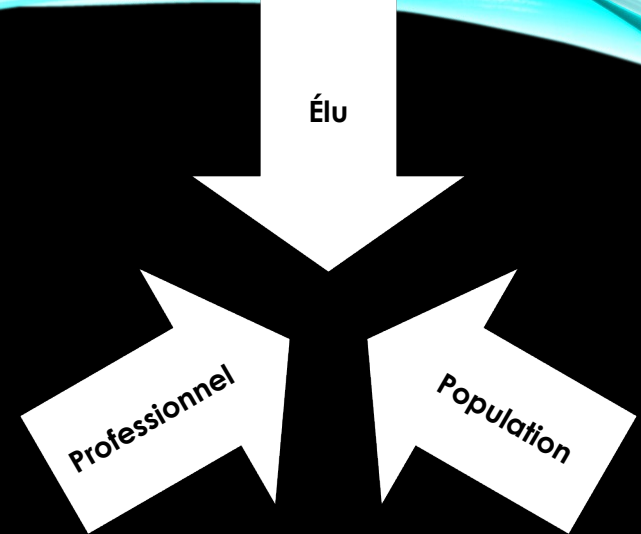
Les élus doivent devenir parties prenantes envers un problème avant de recevoir une recommandation ou un projet. Le professionnel doit:

- **Connaitre des orientations politiques**
- **Les inviter lors de consultation et sur le terrain,**
- **Faire régulièrement rapport**

Le professionnel doit rester, mais occuper, dans sa zone de spécificité: la lecture et l'analyse objective et circonstanciée de la réalité.

- **Savoir lire des enjeux et les besoins « politiques » des élus et les soutenir en ce sens.**
- **Ex.: leur fournir les mots pour répondre aux questions de la population)**

ASSURER LA COMPLÉMENTARITÉ DANS CONNAISSANCE ET L'ÉVALUATION DES BESOINS ET ATTENTES DE LA POPULATION



Les élus entendent et reçoivent des demandes des citoyens au quotidien... demandent qu'il faut valider.

Les professionnels exercent une veille de la population

Les deux consultent la population selon des procédures prédéfinies

Les élus devraient référer aux professionnels les demandes et plaintes des citoyens. (réseaux sociaux)

Les professionnels devraient inviter les élus à observer les services et activités en cours

AUTRES EXEMPLES DE RÉCIPROCITÉ

Les élus ont un sens politique utile pour appréhender la recevabilité de l'ensemble de la population en regard d'un projet

Ils ont été élus sur la base d'un programme pour la population qui encadre les préoccupations des professionnels.

Les professionnels doivent mesurer la faisabilité, les impacts et les coûts des actions.

Les professionnels doivent saisir les occasions favorables à réaliser les orientations politiques.



PRÉVENIR ET GÉRER LES CONFLITS ET DÉFIS

UNE TENDANCE ACTUELLE: MICRO GESTION ET ÉPUISEMENT DES ÉLUS

La mairesse de
Sherbrooke en arrêt de
travail pour une durée
indéterminée

Le maire Jean Lamarche a pensé
démissionner
De retour de son congé de maladie, le maire
de Trois-Rivières, Jean Lamarche, a avoué
avoir sérieusement songé à quitter son
poste.

Après un été « essoufflant »,
marqué par sa gestion de la crise
des incendies de forêt, la
mairesse de Chapais, Isabelle
Lessard, annonce sa démission en
raison d'un syndrome de stress
post-traumatique.

LA RÉOLUTION: LA LIGNE DIRECTRICE

Les conflits ou insatisfactions se règlent formellement et en fin de compte entre le directeur-général et le maire.

Maire
• conseillers

Directrice-générale
• professionnels

PRÉVENTION

Respecter les zones et les pouvoirs de chacun

Les groupes de travail informels

Des politiques et des cadres de référence qui servent de référence neutre pour chacun

Un mécanisme pour traiter des demandes ou plaintes de tous et chacun....

De la discipline

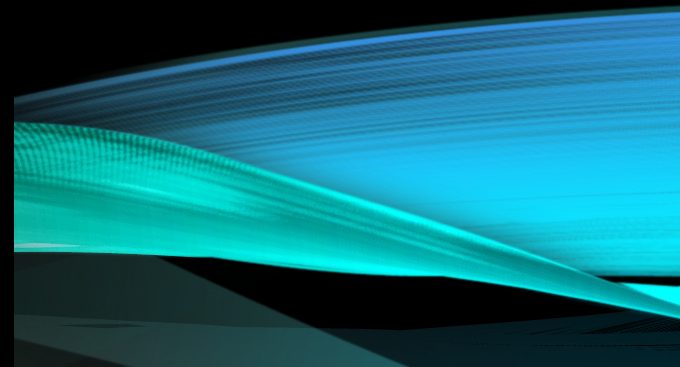
UN CAS D'INGÉRENCE



Directeur des loisirs:
Sorel depuis 2016,
auparavant
Contrecoeur
Récréologue



EN MILIEU RURAL



LES ENJEUX?

Coûts démesurés par rapport à la capacité de payer

- Mise à niveau des infrastructures
- Dépenses nécessaires pour l'avenir

Diversité et complexité de la demande de services de la part de la population

- Nouvelles demandes pour tous
- Nouvelles clientèles d'urbains en milieu rural.

Absence de masses critiques pour soutenir les programmes

- Les infrastructures ne peuvent vivre sans soutien financier « public »

2021-11-15

Viellissement et affaiblissement fréquent du tissu social

- Effet sur le bénévolat pourtant essentiel

Expertise réduite

- Les milieux ruraux ne bénéficient pas des expertises, des connaissances et des outils d'analyse des plus grandes villes.
- **Présente inégale des organismes qui peuvent soutenir (MRC URLS)**



ORIENTATIONS POUR LE LOISIR *RURAL*

Principe général

Le loisir en milieu rural, c'est l'affaire de toute la communauté : municipalité, citoyens et institutions gouvernementales

Actions prioritaires

- 1. Promouvoir la concertation de tous les acteurs**
- 2. Assurer l'existence d'un leadership passionné et mobilisateur**
- 3. Développer des alliances extra locales**
- 4. Mettre en place une structure de leadership et de concertation**
- 5. Assurer l'appui et la participation de la population**

PROFESSIONNELS ET PETITES MUNICIPALITÉS

Quels rôles
dans un
contexte de
réduction
des
ressources

FONCTIONS DES PERMANENTS: MULTIPLICATEURS.



SPÉCIFICITÉS DU TRAVAIL EN LOISIR RURAL

	Plus importante en milieu rural	Aussi importante en milieu rural qu'urbain	Moins importante en milieu rural
Maitrise de plusieurs fonctions, polyvalence et multidisciplinarité	84.6%	15.4%	
Mobilisation de la population	73,1%	26.9%	
Animation directe d'activités	71.2%	28.8%	
Soutien aux initiatives citoyennes	65.4%	34.6%	
Rôle de conseiller auprès des élus	51.9%	48.1%	
Rôle de conseiller auprès de la direction et des autres services	42.3%	55.8%	1.9%
Mobilisation des ressources internes et externes	39.2%	60.8%	

SOUTENIR LA COOPÉRATION ENTRE MUNICIPALITÉS MANUEL DES PROFESSIONNELS EN LOISIR

ANDRÉ THIBAUT | JOCELYN GARNEAU | MARIE-PIER MORIN



Une publication du Réseau des unités régionales de loisir et de sport

SCOLOR
Système de coaching en loisir municipal

GRUPE LOISIR
ET COMMUNICATION

UTILISER LA COOPÉRATION ENTRE MUNICIPALITÉ

DES OPTIONS EN COOPÉRATION

Mettre en commun des ressources (personnel, piscine, aréna).

- Protocole ou comité inter municipal

Se donner un lieu de concertation et de services communs

- Comité inter municipal ou MRC

Fusionner nos programmes pour l'ensemble de la population.

- Plusieurs moyens selon l'ampleur de l'intégration

Donner accès aux installations et programmes aux autres .

- Ententes, politique de tarification, programme de compensation, ou gratuité.

Partager informellement du matériel et du personnel, etc.

- Entente informelle

Intégrer l'ensemble de nos services dans un organisme commun.

- Régie ou commission inter municipale

LES PISTES DE SOLUTION ET LES POLITIQUES DEVENUES NÉCESSAIRES

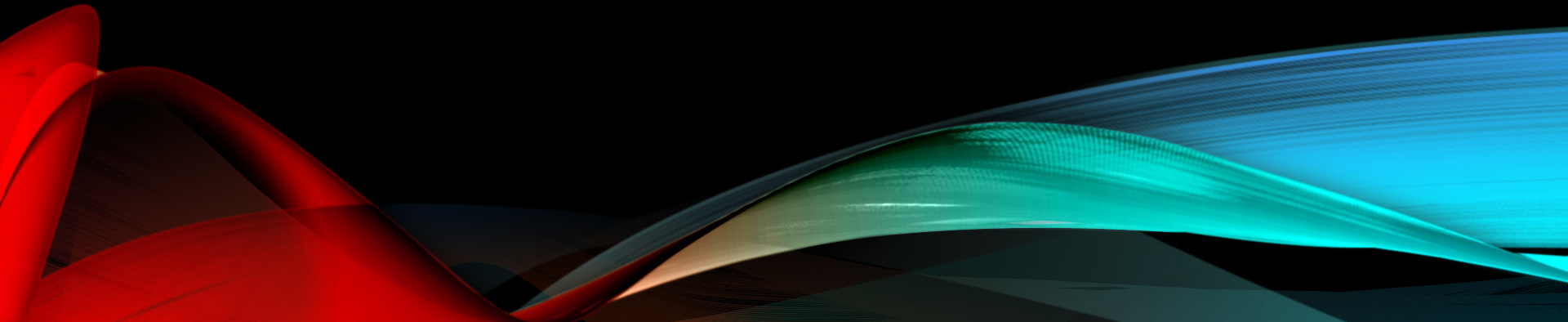
Les politiques liées au développement de l'offre de loisir à la population

- Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes et aux citoyens bénévoles
- **Politique de déploiement des services**
- Politique populationnelle (famille, aînés, sport, culture, loisir, vie active, etc.)

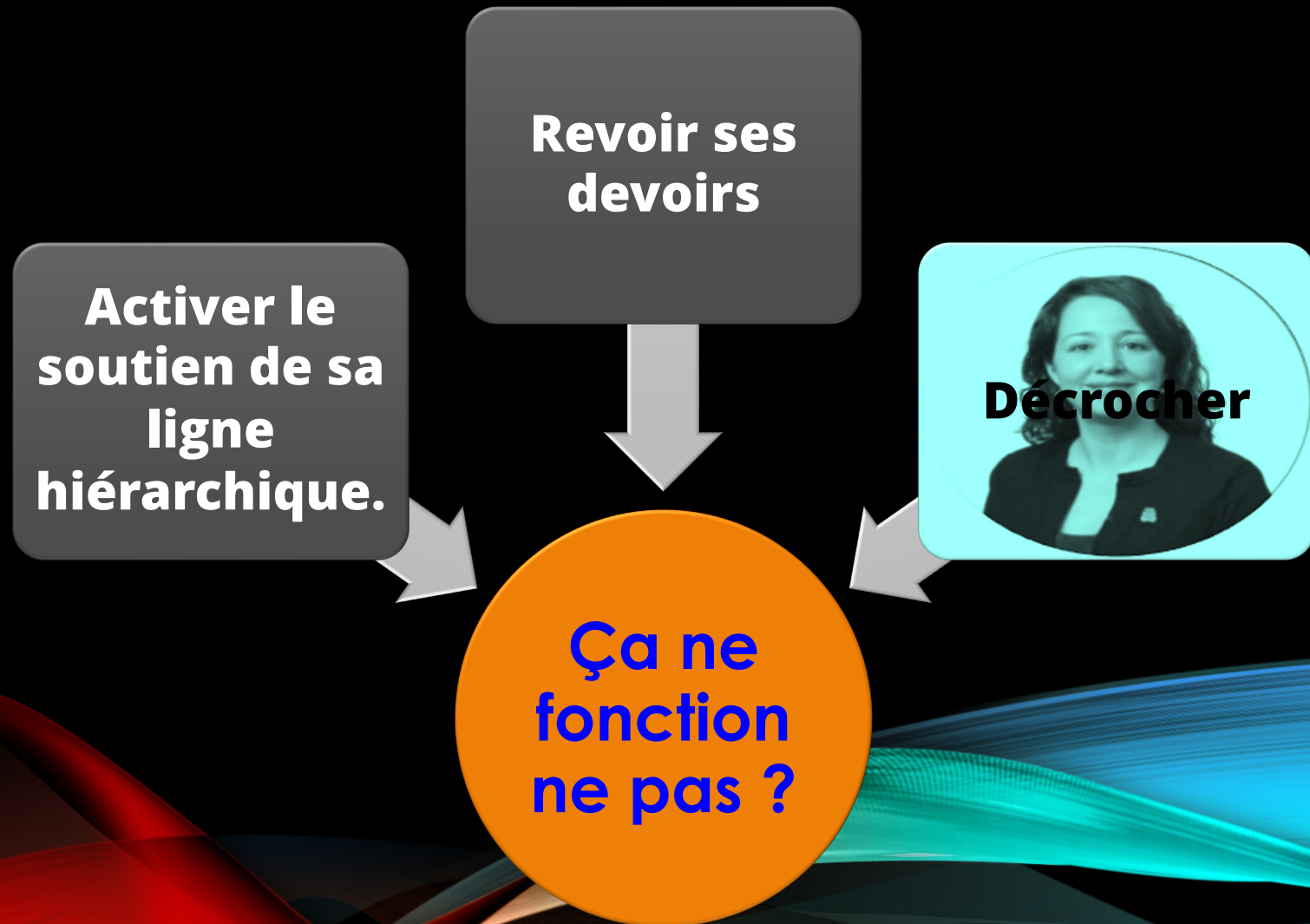
Les politiques de coopération intermunicipale

- **Politique de remboursement pour l'inscription dans les municipalités voisines**
- **Politiques et projets de coopération entre municipalités**

PROFESSIONNELS: QUOI FAIRE
QUAND ÇA NE FONCTIONNE PAS ?



QUELQUES PISTES



QU'EN PENSE UNE DIRECTRICE DE LOISIR ?



Estelle Paulhus, directrice

Service du loisir et de la culture
Ville de La Tuque (Québec)

LES
COMPÉTENCES
À DÉVELOPPER
CHEZ LES
PARTIES

Section 3

5 COMPÉTENCES À DÉVELOPPER

Sens politique

Sens éthique

Rigueur

Communication

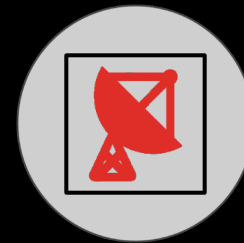
Capacité des élus d'exprimer leurs besoins



SENS POLITIQUE: CAPACITÉ DE SAISIR LES MOUVEMENTS ET ENJEUX DE LA VILLE (POLIS EN GREC), D'Y TROUVER UN SENS ET D'ORIENTER L'ACTION.



Savoir repérer,
décoder et soutenir
les intérêts et
orientations du
Conseil



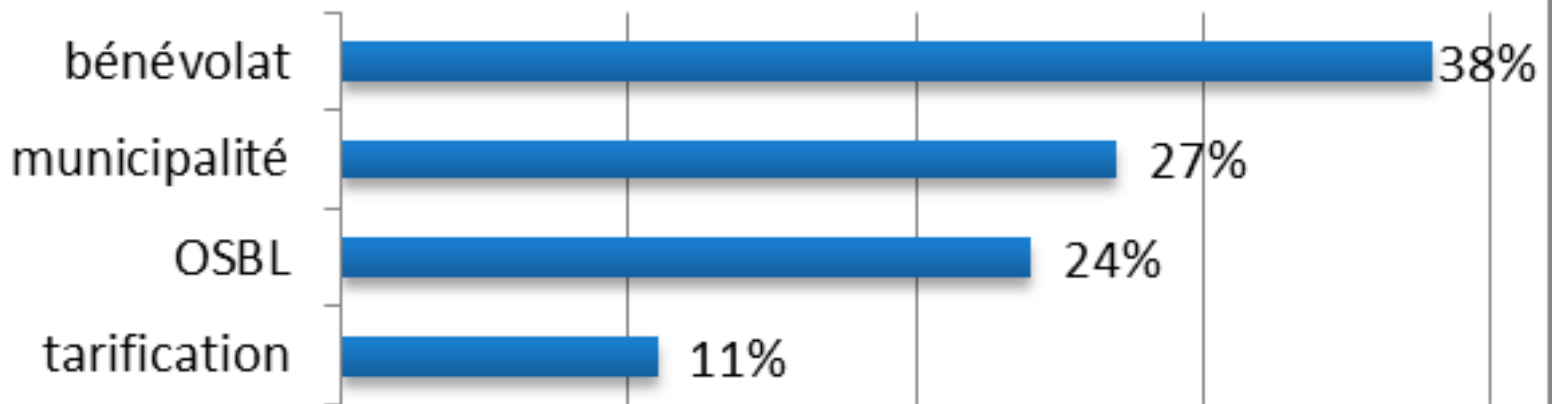
Savoir repérer,
décoder et
transmettre les
tendances de la
population
confirmant,
infirmant ou
modifiant les
orientations du
Conseil

SENS ÉTHIQUE: PILIER DE LA GOUVERNANCE
MUNICIPALE ET DE LA CONFIANCE DU
CITOYEN

Le loisir public est affaire de
coopération et de partenariat

QUELQUES CHIFFRES

Pourcentage estimé de la contribution des acteurs de l'offre de service en loisir public au Québec



Les valeurs déterminantes en loisir public... incontournables balises des relations élus-professionnels ?

- **Les valeurs déterminant la qualité de l'offre:**
 - *Accessibilité.*
 - *Sécurité.*
 - *Qualité des aménagements et des services.*
 - *Diversité.*
 - *Pertinence et adaptabilité.*
 - *Prise en charge, partenariat et complémentarité.*
 - *Territorialité et proximité.*

- **Les valeurs déterminant l'effet de l'offre:**
 - *Santé physique et sociale des personnes.*
 - *Sentiment d'appartenance.*
 - *Impact sur le capital économique et social de la collectivité.*

- **Les valeurs déterminant la qualité des processus:**
 - *Efficiences.*
 - *Efficacité.*

LES VALEURS ÉTHIQUES DU PROFESSIONNEL



Obligations à l'égard de la population

Être à l'écoute des besoins

Favoriser l'accès à chaque groupe d'âge et chaque catégorie de population.

Faire appel, quand c'est nécessaire, à d'autres professionnels

Veiller à ce que la population soit informée adéquatement des services offerts.



Obligations envers les bénévoles

S'associer avec eux et les considérer comme des collaborateurs essentiels.

Leur porter assistance et soutien dans leurs tâches.

Manifester à leur égard appréciation et reconnaissance.

Entretenir des relations de franchise et de confiance, et leur fournir l'information nécessaire.



Obligations envers les élus

Reconnaître leur pouvoir de décision en matière de politiques.

Apporter une collaboration et un soutien efficaces en leur transmettant toute l'information dont ils ont besoin pour prendre des décisions.

Respecter ses engagements à leur égard et agir avec franchise, loyauté et honnêteté.

Assurer une gestion efficace de son service.

Faire preuve de neutralité politique.

LOI SUR L'ÉTHIQUE ET LA DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE

Obligation d'un code pour élus et d'un autre pour les employés

L'article 13 stipule que les municipalités doivent « avant le 1er mars qui suit toute élection générale, adopter un code d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modification ».

Exemple de Sorel-Tracy: code employés

- L'intégrité
- La prudence dans la poursuite de l'intérêt public
- Le respect envers les autres employés, les élus de la Ville et les citoyens
- La loyauté envers la Ville
- La recherche de l'équité
- L'honneur rattaché aux fonctions d'employés de la Ville
- Le respect de l'environnement

RIGUEUR:

- ❑ L'analyse objective fondée sur des données probantes et évaluées en fonction de standards caractérise l'acte professionnel.
- ❑ La rigueur différencie a priori le professionnel des autres parties prenantes en loisir public
- ❑ Cette rigueur s'applique envers la population autant qu'envers les élus

Au Québec, la maîtrise de la gestion par résultats constitue le cadre de référence de l'administration publique

- Essentiellement orientée vers des résultats observables en terme d'activités (ce qui est produit), de participation (réponse de la population), de bilan et de coûts financiers et d'effets sur les participants.

L'Évaluation des résultats fournit des arguments objectifs essentiels aux débats sur l'offre de services en loisir, souvent plus appuyés sur des perceptions que des faits.

- Il y a un défi de développement de méthodes de cueillette des informations et d'identification des indicateurs pertinents

TRANSPARENCES ET COMMUNICATIONS: ESSENTIELLES À LA CONSTRUCTION D'UNE RELATION DE CONFIANCE AVE LA POPULATION ET LES ÉLUS

Transparence et vérité en tout: intentions, succès, échecs, activités.

- Dire ce que vous faites, évite les procès d'intentions.
- Votre rapport ou plan d'activités professionnelles peut être présenté régulièrement.
- Vos cas:

Interaction plus de diffusion:

- Vous parlez pour être compris, non pour dire ou émettre
- Concrètement, consulter n'est pas un signe de faiblesse mais une façon de mobiliser
- Voir le schéma de base de la communication et l'illustrer avec un cas

COMPÉTENCE DES ÉLUS: PASSER SES COMMANDES CLAIREMENT ET IDENTIFIER DES RÉSULTATS ATTENDUS

Attentes signifiées pour une ou l'autre des étapes de décisions et de mise en œuvre.

Y aller par résultats attendus:

- Les résultats sont rendus concrets par des indicateurs (sur quoi on verra que les résultats sont atteints)

Généralement il n'y a pas respect de la compétence professionnelle dans le choix des moyens.

MERCI AUX ARTISANS DE CETTE FORMATION

Auteurs et réalisateurs

- **André Thibault, Ph.D.** professeur émérite, Université du Québec à Trois-Rivières
- Assisté de Jocelyn Garneau, assistant de recherche projet SCOLOR
- Avec la collaboration de Florent Pelletier, CEGEP Rivière-du-Loup.

Invités

- Denis Marion, ex-maire Massueville
- Estelle Paulhus, directrice loisir, La Tuque.
- Benoit Simard, directeur loisir, Ville de Sorel

Production

- Groupe de travail réseau du Réseau des URLS